



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2024/FEV/19	OBJET : AVIS DE LA COMMUNE SUR LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) POUR LE PROJET D'EXTENSION DES LIGNES DE PRODUCTION SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ FORNELLS SIS 5 IMPASSE LÉON BLUM À NANGIS
<u>Date du conseil municipal</u> 07/02/2024	
<u>Date de la convocation</u> 01/02/2024	
<u>Date d'affichage de l'ordre du jour</u> 01/02/2024	

L'an deux mille vingt-quatre le sept février à dix-neuf heures trente, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Nolwenn LE BOUTER, Maire, en suite des convocations adressées le premier février deux mille vingt-quatre.

Étaient présents :

Nolwenn LE BOUTER, Maire.

Alban LANSELLE, Philippe DUCQ, Stéphanie SCHUT, Serge HAMELIN, Edith LION, Dany FAROY, Chantal REGNAULT-GALLOIS, Angélique RAPPAILLES, Maires-adjoints.

Armand DE MAIGRET, Jules-Armand NOUGA NOUGA, Fabrice HOULIER, Valérie JACKY, Sylvie POIRIER, Suzanna MARTINET, Sylvie GALLOCHER, Michel BILLOUT, Mohammed KHERBACH, Guy-Bertrand TCHIKAYA, Nathalie COSSERON, Clotilde LAGOUTTE, conseillers municipaux.

Étaient représentés :

Nathalie PIEUSSERGUES pouvoir à Alban LANSELLE,
Luis José TENTE MARQUES pouvoir à Philippe DUCQ,
Frédéric BRUNOT, pouvoir à Fabrice HOULIER,
Nimca CIGE pouvoir à Stéphanie SCHUT,
Mahmut GÜNER, pouvoir à Serge HAMELIN,
Anne-Laure DE BELLEVILLE, pouvoir à Dany FAROY.

Étaient excusés :

Cédric CONTENT
Thomas LECONTE

Sylvie POIRIER a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20240215-DEL-2024-19-DE
Date de télétransmission : 15/02/2024
Date de réception préfecture : 15/02/2024

2024/FÉV/19

OBJET : AVIS DE LA COMMUNE SUR LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) POUR LE PROJET D'EXTENSION DES LIGNES DE PRODUCTION SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ FORNELLS SIS 5 IMPASSE LÉON BLUM À NANGIS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article R.512-46-11,

VU l'arrêté préfectoral n°2024/DRIEAT/UD77/003 du 3 janvier 2024 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société FORNELLS pour son projet d'extension des lignes de production de fabrication de pièces en PVC sur le site sis 5 Impasse Léon Blum sur la commune de Nangis (77370),

VU le dossier transmis par le préfet à la mairie de Nangis le 8 janvier 2024 et mis à disposition du public du 24 janvier au 21 février 2024 inclus,

CONSIDERANT que le projet concerne l'extension des lignes de production de fabrication de pièces en PVC avec l'implantation de deux nouvelles presses à injecter du plastique dans un atelier existant sur le site de la société FORNELLS situé 5 Impasse Léon Blum à Nangis,

CONSIDERANT que ce projet est soumis au régime de l'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et qu'à ce titre, le conseil municipal est sollicité pour avis,

CONSIDERANT que le dossier complet est consultable au service urbanisme aux heures d'ouverture des bureaux,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A la **MAJORITE** par 21 voix **POUR**,
6 **CONTRE**, (Sylvie **GALLOCHER**, Michel **BILLOUT**, Mohammed
KHERBACH, Guy-Bertrand **TCHIKAYA**, Nathalie **COSSERON**, Clotilde
LAGOUTTE)

ARTICLE UNIQUE : Donne un avis favorable au dossier de demande d'enregistrement complet et régulier présenté par la société FORNELLS.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,

Nolwenn LE BOUTER



Certifié exécutoire compte-tenu de la
Télétransmission en Sous-Préfecture

Le 15 FEV. 2024
Et de la transmission ou notification et
Publication le

Le Maire 15 FEV. 2024
Nolwenn LE BOUTER



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077247703271-20240215-DEL-2024-19-DE
Date de télétransmission : 15/02/2024
Tribunal Administratif de Melun